



Actualités OFS

3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, juillet 2012

Indicateurs du marché du travail 2012

Résultats commentés pour la période 2006–2012

(Extraits de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2012»)

Renseignements:

Martial Berset, OFS, Section Travail et vie active, tél.: +41 32 713 64 02

e-mail: martial.berset@bfs.admin.ch

N° de commande: 206-1204

Abréviations dans les graphiques

CMT	Comptes globaux du marché du travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes
ISS	Indice suisse des salaires
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

Table des matières

2006–2011: Principales évolutions sur le marché suisse du travail	4
2006–2011: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail	6
2006–2011: La situation des hommes et femmes sur le marché du travail	8
2006–2011: La main d'œuvre suisse et étrangère	10
2006–2011: Evolution dans les différents secteurs économiques	12
2006–2011: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse	14
Situation du marché du travail au 1 ^{er} trimestre 2012 et perspectives à court terme	16
Le marché suisse du travail en comparaison internationale	18

«Indicateurs du marché du travail 2012»

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2006–2012, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de soixante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

La publication «Indicateurs du marché du travail 2012» sera disponible dès le 16 août 2012.

N° de commande: 206-1202
Commandes: tél.: 032 713 60 60, fax: 032 713 60 61
Prix: Fr. 18.-; env. 130 pages

2006–2011: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

De 2006 à 2011, l'économie suisse a connu la plupart du temps une situation de croissance positive. Suite à la crise des marchés financiers, elle a toutefois enregistré un recul du produit intérieur brut (PIB) pendant trois trimestres consécutifs, du milieu de l'année 2008 et jusqu'au premier trimestre 2009, ce qui a eu temporairement des répercussions négatives sur le marché du travail. Mais sur l'ensemble des cinq années considérées, tant le nombre d'emplois que celui des actifs occupés ont augmenté. Le taux de chômage au sens du BIT a en revanche légèrement fléchi. La hausse marquée de la population active de nationalité étrangère (+18,5%) a aussi eu un impact non négligeable pour le marché du travail en Suisse ces cinq dernières années.

Mouvements de hausses et de baisses conjoncturelles

Selon la statistique de la population active occupée, qui se base principalement sur une enquête auprès des ménages (ESPA), le marché du travail a enregistré un gain de 227'000 actifs occupés (+5,3%) entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2008. La statistique de l'emploi, qui repose sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, confirme cette évolution, puisqu'elle affiche une hausse de 252'000 emplois (+6,8%). Dans ce contexte conjoncturel favorable, le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué et leur part dans la population active s'est réduite de 3,8% au printemps 2006 à 3,2% au printemps 2008. Le taux de chômage selon le SECO (chômeurs inscrits à l'ORP) a baissé durant la même période de 3,1% à 2,3%. La forte demande de travail entraîne aussi l'immigration de personnes actives: entre le début de l'année 2006 et la fin de l'année 2008, la Suisse présentait un excédent d'immigration de main-d'œuvre de 153'000 personnes.

Après près de trois années de croissance économique, le deuxième semestre 2008 marque le début d'un ralentissement conjoncturel suite à la crise financière, qui s'est à nouveau accompagné d'une hausse du chômage au sens du BIT et du chômage selon le SECO. L'augmentation du nombre de chômeurs au sens du BIT (+60,1% ou +86'000) entre le troisième trimestre 2008 et le premier trimestre 2010 a été marquée, faisant passer le taux de chômage selon le BIT à 5,1% durant la même période. Le taux de chômage selon le SECO a culminé à 4,1% en janvier 2010.

A partir du printemps 2009, la croissance du PIB a repris, entraînant avec un certain décalage une détente sur le marché du travail. Le nombre des actifs occupés s'est ainsi accru de 147'000 (+3,2%) entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2011, tandis que le nombre d'emplois progressait un peu plus modestement de 57'000 (+1,4%). Le taux de chômage au sens du BIT a enregistré une baisse, de 4,1 à 3,6%, durant la même période, tout comme le taux de chômage selon le SECO, qui a baissé de 3,6 à 2,6% entre juin 2009 et juin 2011.

La croissance économique a un peu ralenti en 2011, ce qui s'est toutefois encore peu répercuté sur les indicateurs du marché du travail.

Sur l'ensemble de la période considérée (2^e trimestre 2006 au 2^e trimestre 2011), le nombre des emplois a augmenté de 7,9% (+294'000) et celui des actifs occupés de 9,6% (+413'000).

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Sous l'effet d'une évolution conjoncturelle favorable et des Accords bilatéraux, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 18,5% entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011 et atteint 1,389 million. Au cours de la même période, le nombre de personnes actives de nationalité suisse a crû de 5,7% à 3,492 millions.

Evolution contrastée du taux de chômage au sens du BIT selon les grandes régions

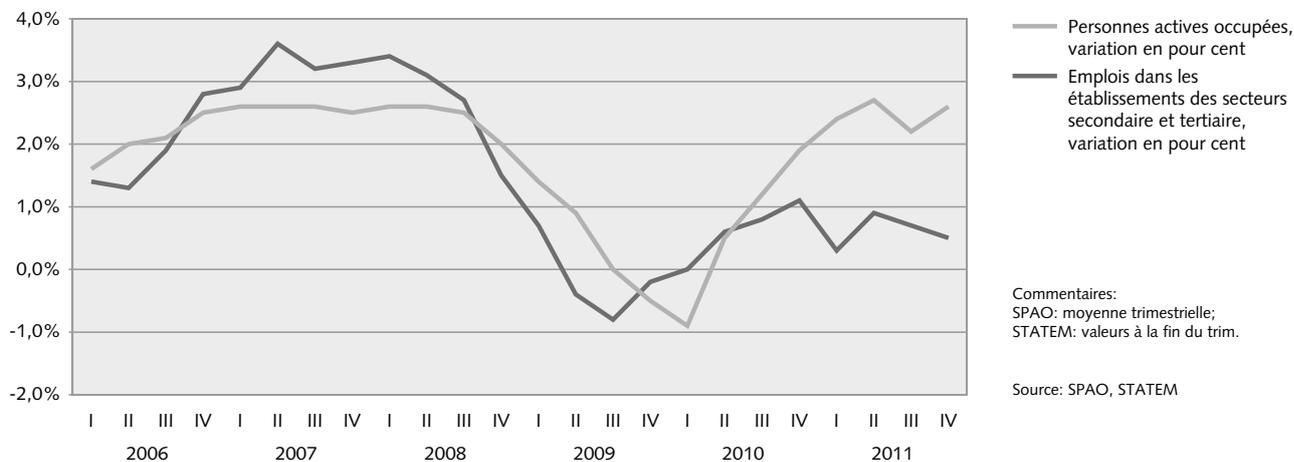
Du deuxième trimestre 2006 au deuxième trimestre 2011, le taux de chômage au sens du BIT a diminué de 0,5 point à l'échelle nationale, reculant de 4,1 à 3,6%. L'évolution a toutefois été variable d'une grande région à l'autre, le Tessin et la Région lémanique ont même enregistré des hausses, continuant d'afficher les taux de chômage les plus élevés de Suisse. Les cinq autres grandes régions ont connu une baisse du taux de chômage sur l'ensemble des cinq années.

Croissance des salaires nominaux de 1% en 2011

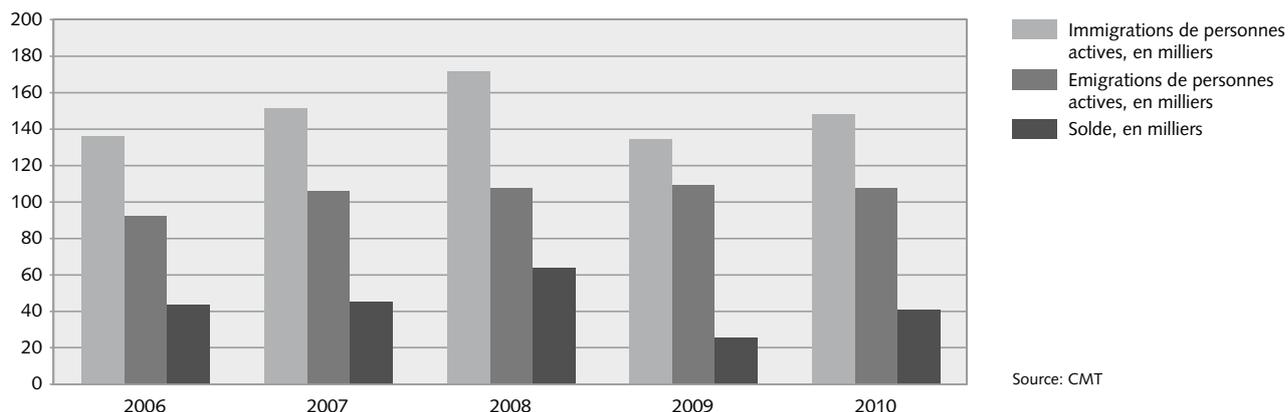
En 2011, les salaires nominaux ont affiché une augmentation moyenne de 1,0% par rapport à 2010. Cette hausse légèrement supérieure à celle observée en 2010 (0,8%) est cependant restée en net recul par rapport à 2008 (2,0%) et 2009 (2,1%). En 2010, la Suisse avait renoué avec la croissance économique mais la reprise était restée fragile et montrait à l'autonne quelques signes d'essoufflement. Les effets de la crise économique et financière toujours perceptibles ainsi que la faiblesse de l'inflation ont incité à une certaine modération salariale pour 2011. Les salaires réels ont enregistré une progression de 0,7% au niveau de l'ensemble des branches économiques, résultat d'une augmentation des salaires nominaux de 1,0% conjuguée à une inflation faible à 0,2%. Durant les cinq dernières années, de 2007 à 2011, les salaires nominaux ont progressé de 1,5% en moyenne annuelle et les salaires réels de 0,8%.

2006–2011: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

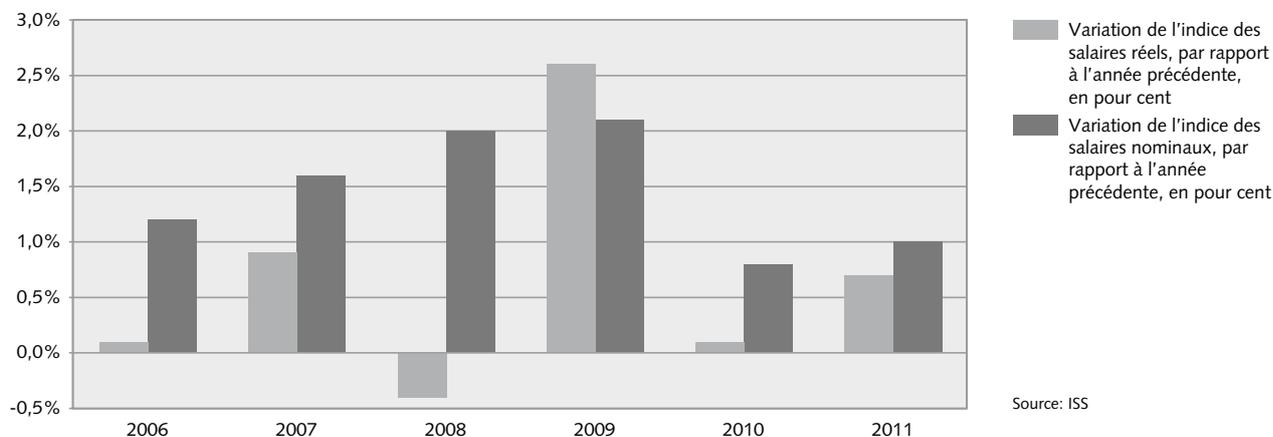
Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



Migration de main-d'œuvre, en milliers, 2006–2010



Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



2006–2011: Déséquilibres sur le marché suisse du travail

La période 2006-2008 a été marquée par une croissance économique et une hausse de l'emploi. La crise financière qui s'est déclarée à l'automne 2008 s'est cependant traduite par une croissance négative et a entraîné temporairement une baisse de la demande de travail et une hausse du chômage. A partir du milieu de l'année 2009, l'économie suisse, mesurée à l'aune du produit intérieur brut (PIB), a renoué avec la croissance. Cette croissance a toutefois marqué le pas en 2011, sans avoir encore de grosses répercussions sur les chiffres du chômage.

Forte demande de main-d'œuvre entre 2006 et 2008

La période 2006–2008 peut être qualifiée de globalement positive pour les salariés en Suisse. Stimulées par la croissance économique, les perspectives de l'emploi n'ont cessé de s'améliorer et la demande de travail s'est inscrite à la hausse: le nombre d'actifs occupés et le nombre d'emplois ont augmenté, celui des places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire a progressé, atteignant 67'000 au premier trimestre 2008, chiffre record des dernières cinq années. Le chômage a aussi reculé: le taux de chômage selon le SECO (2,3% à la fin juin 2008) et le taux de chômage au sens du BIT (3,3% au 3^e trimestre 2008) étaient au plus bas. En conséquence, les entreprises ont eu de la peine à trouver du personnel qualifié: la part des établissements ayant annoncé avoir rencontré des difficultés à recruter du personnel qualifié est passée de 19% au premier trimestre 2006 à 35% au troisième trimestre 2008.

Nette hausse du nombre de chômeurs au sens du BIT durant la crise financière

La crise financière a cependant nettement changé la donne au milieu de l'année 2008. Pendant quatre trimestres (du 3^e trimestre 2008 à la fin du 2^e trimestre 2009), le produit intérieur brut de la Suisse a enregistré une croissance négative, ce qui a eu des conséquences sur le marché du travail. Le nombre de chômeurs et les taux de chômage ont commencé à grimper à l'automne 2008. L'augmentation du nombre de chômeurs au sens du BIT a été particulièrement forte: de 142'000 au troisième trimestre 2008, ils sont passés à 228'000 au premier trimestre 2010, ce qui représente une hausse de 60%. Les entreprises ont dès lors eu moins de difficultés à recruter et le nombre de places vacantes dans le secondaire et le tertiaire s'est réduit de 67'000 au premier trimestre 2008 à 38'000 au troisième trimestre 2009. En l'espace d'un an et demi, la situation du marché du travail est passée d'un excédent de demande à un excédent d'offre.

Léger rétablissement depuis le milieu de l'année 2009

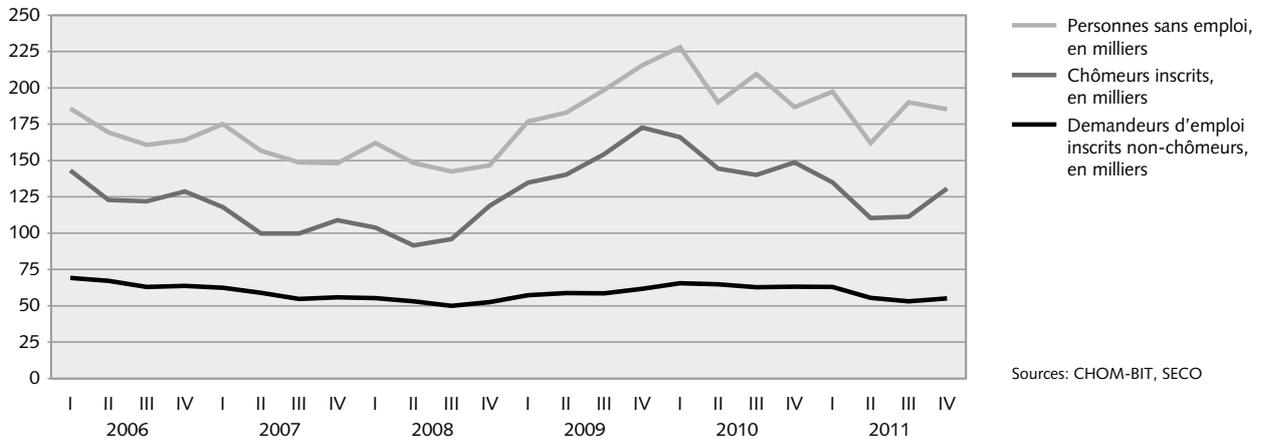
Après trois trimestres de récession économique, la Suisse a retrouvé le chemin de la croissance au troisième trimestre 2009 et le PIB a enregistré une croissance positive. Cette évolution s'est répercutée avec un léger décalage sur le marché du travail: les entreprises ont à nouveau offert plus de postes de travail et les perspectives de l'emploi se sont améliorées. Les effectifs des chômeurs se sont remis à diminuer en hiver 2009 (chômeurs inscrits) et au printemps 2010 (chômeurs au sens du BIT). Mais le recul a été nettement plus modeste que la hausse enregistrée pendant la crise. Ce rétablissement, qui s'est traduit par un taux de chômage au sens du BIT de 3,6% au deuxième trimestre 2011 et par un taux de chômage selon le SECO de 2,6% en juin 2011, a toutefois pris fin, ces deux taux ayant à nouveau légèrement progressé par la suite.

Les heures supplémentaires en 2010: 109'000 équivalents plein temps

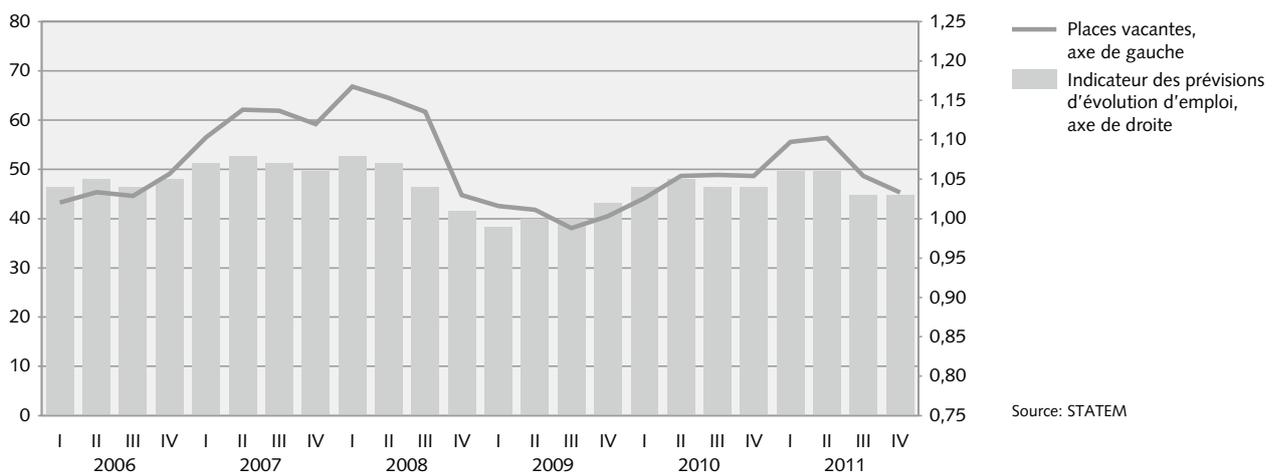
En 2010, 213 millions d'heures supplémentaires ont été réalisées en Suisse, ce qui correspond à 109'000 emplois à plein temps. Si ce volume montre également un déséquilibre quant à la répartition du travail, il serait cependant erroné de conclure que le chômage aurait pu être résorbé grâce à une réduction massive des heures supplémentaires. En effet, le travail supplémentaire est souvent de nature temporaire et de fréquentes inadéquations subsistent entre les qualifications requises par les entreprises et les qualifications des chômeurs.

2006–2011: Déséquilibres sur le marché suisse du travail

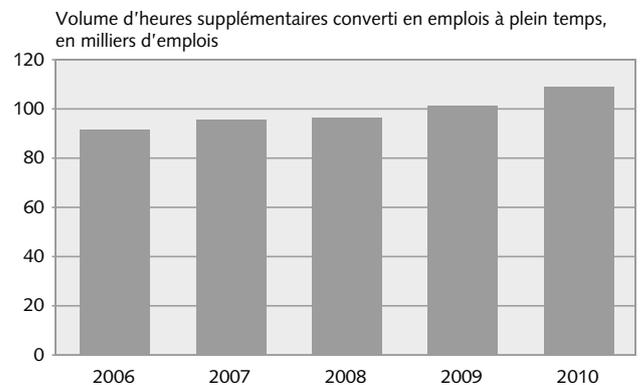
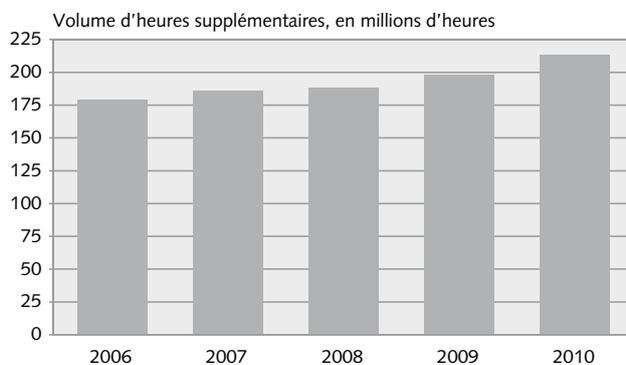
Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 2006–2011



Places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi, en milliers, 2006–2011



Volume d'heures supplémentaires, en millions d'heures et son équivalent en emplois à plein temps*, 2006–2010



* L'équivalent en emplois à plein temps est obtenu en divisant les heures supplémentaires par la durée effective de travail dans les emplois à plein temps

Source: SVOLTA

2006–2011: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2006 à 2011, la proportion des femmes participant au marché du travail est restée stable. Une part importante des femmes actives occupées (86,4%) travaillent aujourd'hui dans le secteur des services, et plus de la moitié occupent un poste à temps partiel. Même si aujourd'hui les hommes exercent également leur activité majoritairement dans le secteur tertiaire, le secteur industriel représente encore un tiers des emplois masculins. Les femmes présentent des taux de chômage au sens du BIT plus élevés et gagnent en moyenne 18,4% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

La part des femmes actives reste stable

Entre le printemps 2006 et le printemps 2011, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé de 9,0% (2,682 millions au 2^e trimestre 2011), alors que le nombre de femmes actives a augmenté parallèlement de 9,2% (2,199 millions au 2^e trimestre 2011). La part de ces dernières dans la population active est ainsi restée presque inchangée en cinq ans (de 45,0 à 45,1%). Le nombre des femmes actives occupées a toutefois plus fortement augmenté (+10,4%) que celui des hommes (+8,9%), tandis que le nombre des chômeuses au sens du BIT diminuait de 16,4% et que celui des hommes s'accroissait de 9,7%.

Le temps partiel continue de progresser

Le travail à temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au deuxième trimestre 2011, 54,1% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (leur taux d'occupation était inférieur à 90%), contre 12,6% des hommes. La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que les femmes ne contribuent que pour un peu plus d'un tiers au volume total des heures effectives de travail (37,1% en 2010). Entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a cependant augmenté aussi bien chez les femmes (+2,4 points de pour cent) que chez les hommes (+1,9 points de pour cent).

Recul du nombre des femmes travaillant dans l'industrie

Le nombre des hommes actifs occupés a augmenté dans les trois secteurs économiques (primaire: agriculture; secondaire: industrie; tertiaire: services), l'augmentation continuant d'être supérieure à la moyenne dans le tertiaire (+10,9% contre +8,9% pour les hommes tous secteurs confondus). La tertiarisation est aussi visible chez les femmes: +11,6% dans le tertiaire contre 10,4% tous secteurs confondus). Mais, si le nombre des hommes travaillant dans l'industrie enregistre aussi une hausse (+6,2%), celui des femmes accuse par contre une baisse de 4,7%, passant de 231'000 à 221'000. La part des femmes exerçant un emploi dans le secteur des services est en revanche supérieure à celle des hommes (86,4 contre 63,8%). Seulement 10,4% des femmes travaillent dans l'industrie et 3,2% dans l'agriculture. Les hommes sont respectivement 32,2% et 4,1% à travailler dans ces deux secteurs.

Un taux élevé de chômage au sens du BIT malgré la récente reprise économique

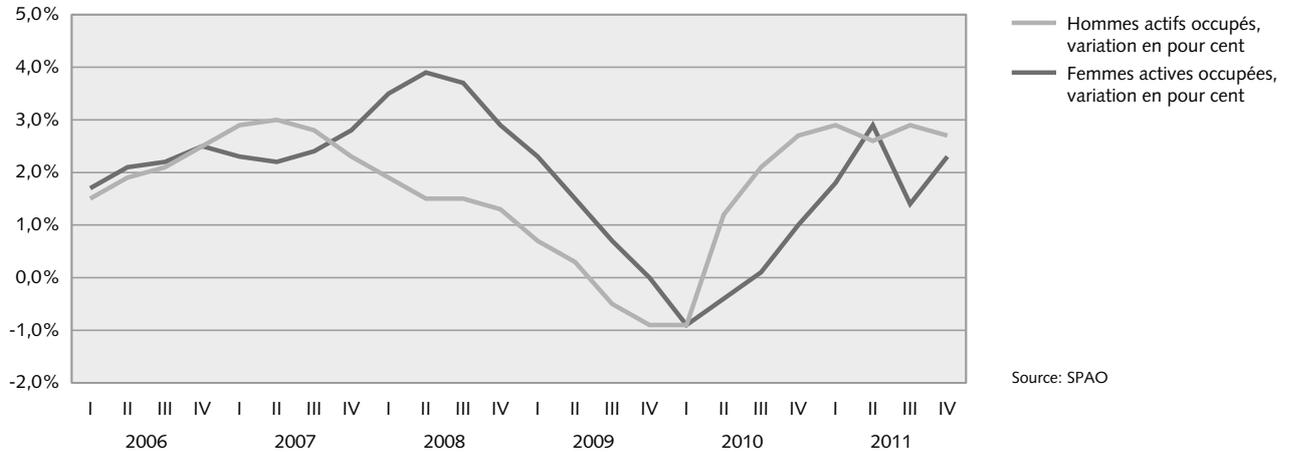
Au début de la période sous revue, soit au premier trimestre 2006, les taux de chômage au sens du BIT tendent à être élevés chez les hommes (4,0%) comme chez les femmes (5,0%). La conjoncture favorable entre 2006 et le milieu de 2008 a entraîné un recul de 1,2 point de pour cent de ces deux taux, celui des hommes s'établissant à 2,8% (au 3^e trimestre 2008) et celui des femmes à 3,8% (au 4^e trimestre 2008). La récession économique amorcée au troisième trimestre 2008 les a toutefois fait à nouveau augmenter: le taux de chômage des hommes a ainsi atteint 5,0% au premier trimestre 2010 et celui des femmes 5,3%. Au deuxième trimestre 2009, l'économie a repris de la vigueur, ce qui a provoqué une baisse des taux de chômage au sens du BIT à 3,5% pour les hommes et à 3,7% pour les femmes au deuxième trimestre 2011. Cette même année, la dynamique économique a ralenti; mais, malgré une légère hausse, les deux taux de chômage se situaient à un niveau identique à la fin 2011 à ce qu'il était un an auparavant, soit 3,6% chez les hommes et 4,5% chez les femmes.

Les femmes gagnent moins que les hommes

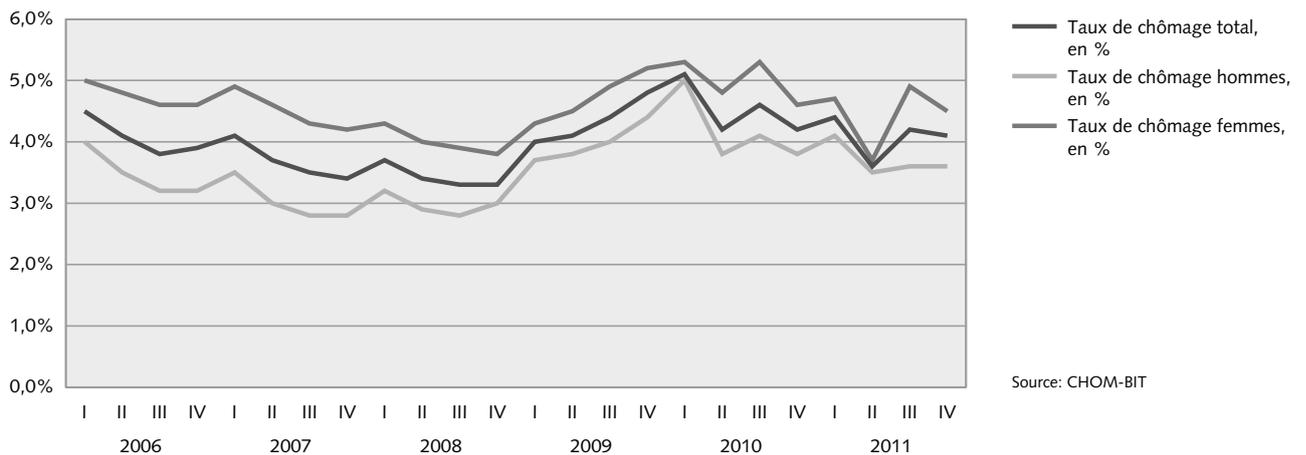
Avec un salaire brut standardisé médian de 6397 francs par mois en 2010, les hommes restent encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élève en effet à 5221 francs, soit 18,4% de moins. La différence était encore de 21,3% dix ans plus tôt. Selon une étude confiée par l'Office fédéral de la statistique au Bureau BASS et publiée en 2010, 61,1% de l'écart salarial en 2008 s'expliquaient par des facteurs liés au poste de travail, à l'entreprise et aux qualifications personnelles et 38,9% étaient dus à des éléments non explicables.

2006–2011: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

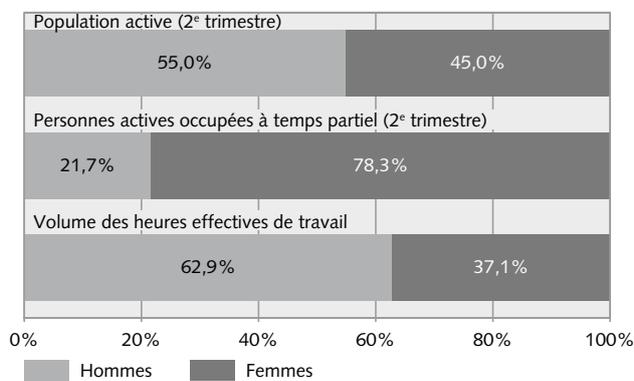
Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



Taux de chômage au sens du BIT pour hommes et femmes, en pour cent, 2006–2011

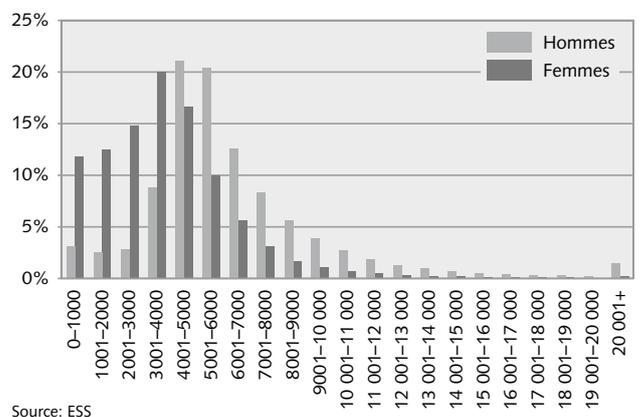


Répartition hommes/femmes de la pop. active (2011), des pers. actives occupées à temps partiel (2011) et du volume des heures effectives de travail (2010), en pour cent



Sources: SPAO, CHOM-BIT, ESPA, SVOLTA

Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2010



2006–2011: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2006 à 2011, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté trois fois plus que celui des travailleurs suisses. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Enfin, les conditions salariales continuent à être plus favorables aux Suisses.

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé trois fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+18,5% à 1,389 million contre +5,7% à 3,492 millions). Outre l'entrée en vigueur en 2002 de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne, la conjoncture économique favorable jusqu'au deuxième trimestre 2008 contribue à expliquer cette évolution. La population active étrangère a continuellement progressé jusqu'au deuxième trimestre 2009 (+4,4% par rapport au 2^e trimestre 2008). A la fin 2009, cette progression a été stoppée par la crise économique et le nombre de personnes actives de nationalité étrangère n'a plus augmenté que de 0,4% au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. A partir de la deuxième moitié de l'année 2010, une forte augmentation de plus de 2% est à nouveau observée.

Celle-ci est le résultat d'une forte immigration: au cours de la période 2006-2010, le nombre des immigrations d'actifs étrangers a dépassé de 241'000 personnes celui des émigrations. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 23'000 personnes durant la même période. Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2006 à 2010, quelque 123'000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 29,0% entre 2006 et 2011, alors que celui de la population active suisse n'aurait progressé que de 2,0%. Au deuxième trimestre 2011, la part des étrangers dans la population active représentait 28,5% contre 26,2% cinq ans plus tôt.

Le chômage touche davantage les personnes étrangères

Au deuxième trimestre 2011, la population active de nationalité suisse se composait de 3,402 millions d'actifs occupés et de 90'000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT s'élevait ainsi à 2,6%. Il était en léger recul (-0,2 point de pour cent) par rapport au deuxième trimestre 2006. A noter que ce taux a été soumis à certaines fluctuations durant la période considérée (variant de 2,4% au 4^e trimestre 2007 à 3,7% au 3^e trimestre 2010). La situation des étrangers était moins favorable: au deuxième trimestre 2011, 1,371 million d'entre eux étaient actifs occupés et 72'000 étaient au chômage au sens du BIT. En cinq ans, leur taux de chômage au sens du BIT s'est réduit (6,6% au 2^e trimestre 2011 contre 8,6% au 2^e trimestre 2006), mais il avait atteint le record de 10,4% au premier trimestre 2010. Ces chiffres montrent que les étrangers sont davantage exposés au risque de chômage. Ce risque plus grand tient d'une part au fait qu'une proportion relativement importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (29,6% contre 13,9% des Suisses) et d'autre part à la relative surreprésentation des travailleurs étrangers dans le secteur secondaire, qui reste très

sensible aux aléas de la conjoncture. Ces derniers représentent ainsi plus d'un tiers de la main-d'œuvre de ce secteur (36,8% au 2^e trimestre 2011, soit +3,0 points de pour cent par rapport à 2006), mais seulement 26,1% des actifs occupés du tertiaire.

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011, la part de personnes travaillant à temps partiel a légèrement augmenté tant chez les Suisses (+1,8 point de pour cent à 36,4%) que chez les étrangers (+0,7 point de pour cent à 24,0%). Ce mode de travail reste moins répandu chez les femmes étrangères que chez les Suissesses, les premières étant seulement 45,5% à travailler à temps partiel contre 60,5% des femmes suisses au deuxième trimestre 2011. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 9,2% et 14,8%.

La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (95,4% contre 87,0% des Suisses). Seulement 4,6% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses tient à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est nettement plus élevée chez les 40 à 64 ans que dans les autres groupes d'âges).

La part des travailleurs étrangers titulaires d'une autorisation d'établissement diminue

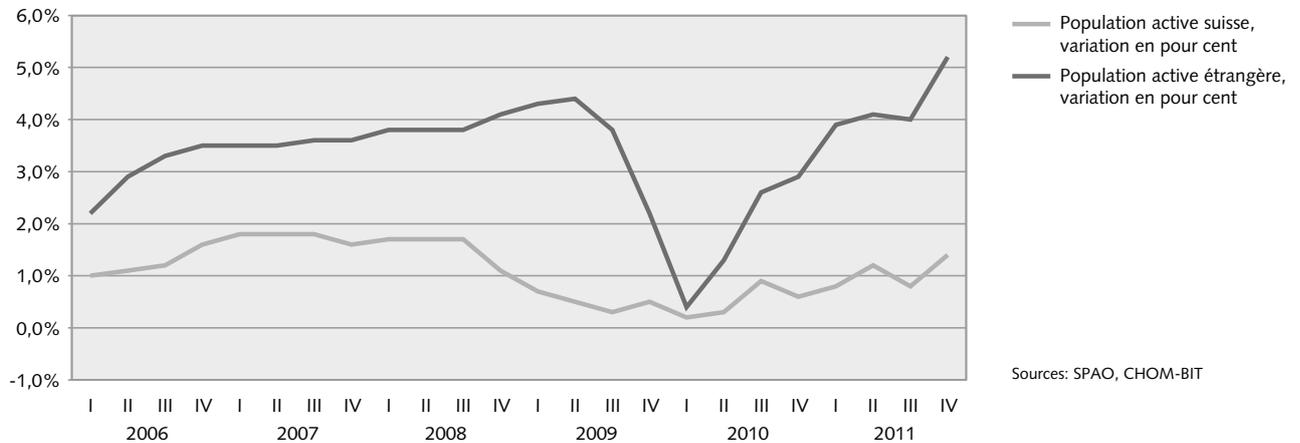
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement connaît de profonds changements: la part des titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) a sensiblement baissé (de 52,2% au 2^e trimestre 2006 à 48,3% au 2^e trimestre 2011) et celle des personnes ayant un livret L comme autorisation de séjour de courte durée a aussi diminué (de 5,5% en 2006 à 3,5% en 2011). Les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) et les frontaliers (livret G) ont en revanche gagné en importance entre 2006 et 2011 (respectivement +4,1 points de pour cent à 27,9% et +1,9 point de pour cent à 18,6%).

Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

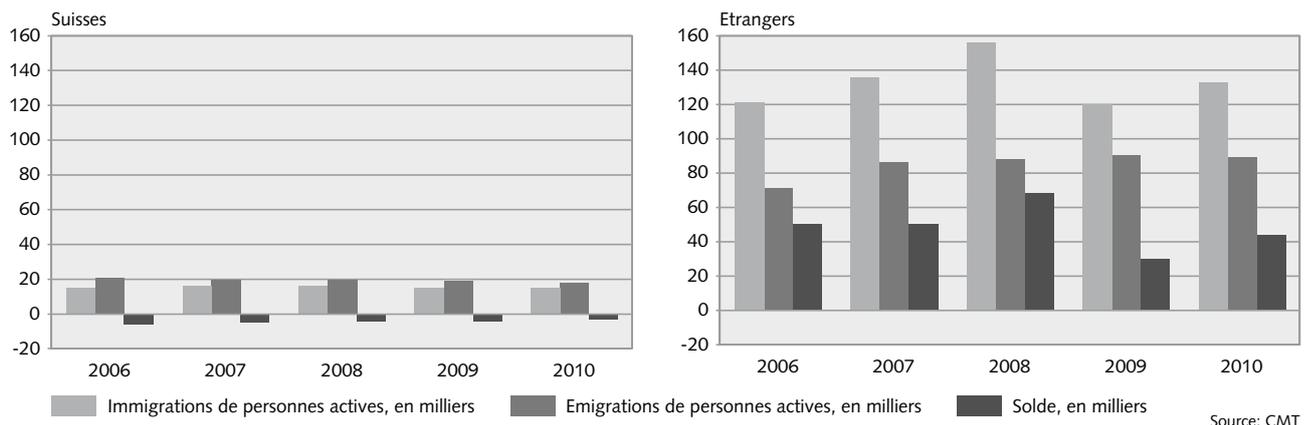
En 2010, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers est de 11,4% inférieur à celui des Suisses (5506 francs contre 6217 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (dans le deuxième trimestre 2010, 54,6% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 42% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

2006–2011: La main-d'œuvre suisse et étrangère

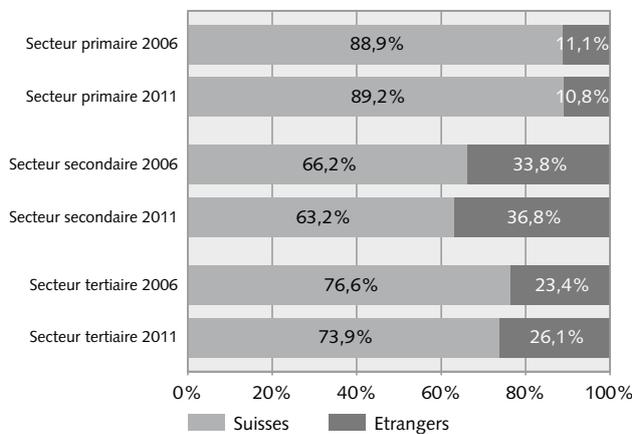
Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



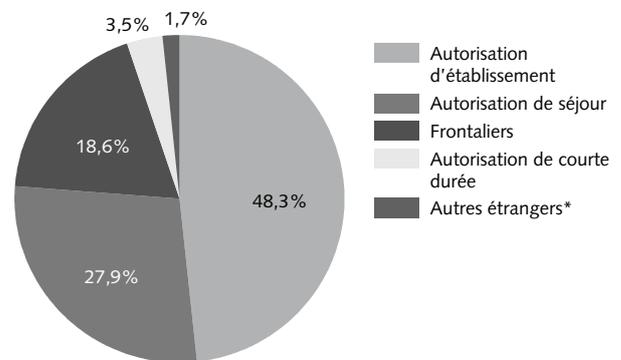
Migration de main-d'œuvre selon la nationalité, en milliers, 2006–2010



Répartition Suisses/étrangers dans les différents secteurs économiques, en %, 2^e trimestre 2006 et 2^e trimestre 2011



Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en %, 2^e trimestre 2011



* Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

2006–2011: Evolution dans les différents secteurs économiques

Entre 2006 et 2011, la tertiarisation du marché du travail s'est poursuivie, le secteur des services continuant de progresser plus rapidement que le secteur industriel. Ce dernier est plus sensible aux fluctuations conjoncturelles que le tertiaire. Le travail à temps partiel est nettement plus courant dans le tertiaire que dans le secondaire. Les salaires nominaux ont augmenté de 1,0% en moyenne dans le secteur tertiaire en 2011.

La tertiarisation de l'économie se poursuit

Le nombre d'actifs occupés a augmenté de 9,6% entre 2006 et 2011 (valeurs du 2^e trimestre). L'augmentation a été supérieure à la moyenne dans le secteur tertiaire (de 3,137 millions à 3,491 millions; +11,3%) dans les années 2006 à 2011, mais plus faible dans le secondaire (de 1,017 million à 1,056 million; +3,7%). Au printemps 2011, 74,0% des actifs occupés travaillaient dans le tertiaire, contre 22,4% dans le secondaire et 3,7% dans le primaire (173'000). Les effectifs dans le tertiaire se sont accrus de 1,1 point de pour cent par rapport à 2006 (72,9%). L'importance de ce secteur pour l'économie suisse a ainsi continué de se renforcer.

Hausse du travail à temps partiel dans les secteurs primaire et tertiaire

Parallèlement à la tertiarisation de l'économie, le travail à temps partiel progresse légèrement. Sur l'ensemble des cinq années considérées, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a augmenté de 12,1% et celui des actifs occupés à plein temps de 5,8%. Cette progression du temps partiel a eu lieu dans le secteur primaire et dans le tertiaire: alors qu'en 2006, un quart des actifs occupés dans le primaire travaillait à temps partiel, la part s'élevait à 38,2% chez les actifs occupés du tertiaire. Ces parts ont atteint 29,7% resp. 39,3% en 2011. Dans le secteur secondaire, la part des actifs occupés à temps partiel a par contre légèrement diminué de 13,9 à 13,7%.

Plus grande réactivité du secondaire aux fluctuations conjoncturelles

Une autre caractéristique du secteur secondaire est qu'il réagit plus fortement que le tertiaire aux fluctuations conjoncturelles. Alors que le total des actifs occupés n'a jamais accusé de baisse au cours des cinq années considérées, le nombre des actifs occupés dans le secondaire a enregistré une croissance négative entre 2008 et 2010 (-2,4% du 2^e trimestre 2008 au 2^e trimestre 2010). Mais le secondaire se rétablit aussi rapidement: son taux de croissance entre 2010 et 2011 (+2,1%) était de l'ordre de grandeur de celui du tertiaire. L'évolution des places vacantes le montre aussi de manière frappante: durant la crise économique, leur nombre a reculé de 52,2% dans le secteur secondaire entre les deuxièmes trimestres 2008 et 2009; en comparaison, la baisse de 27,5% dans le tertiaire a été nettement moins marquée. Inversement, le nombre de places vacantes a augmenté plus fortement pendant la reprise dans le secondaire que dans le tertiaire (+45,8% contre +7,9% entre les 2^e trimestres 2009 et 2010).

Forte progression du chômage dans le secteur secondaire entre 2008 et 2010

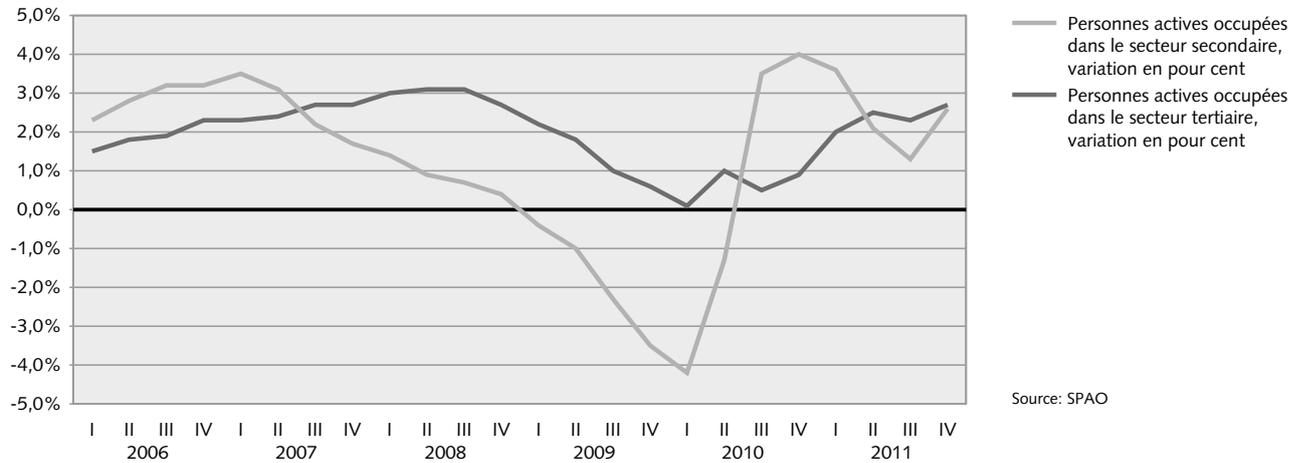
La réactivité un peu plus grande du secteur secondaire aux fluctuations conjoncturelles se reflète aussi dans le nombre de chômeurs inscrits. Durant la crise financière, période difficile pour le marché du travail, le nombre des chômeurs inscrits s'est accru dans le secteur secondaire (est déterminant le dernier emploi avant le chômage) de 17'000 en juillet 2008 à 43'000 en janvier 2010, en hausse de 157%. Il a aussi augmenté dans le secteur tertiaire, de 61'000 à 111'000, mais dans des proportions nettement plus faibles (+81,6%) que dans le secondaire. Avec la reprise, qui s'est amorcée au troisième trimestre 2009, le nombre des chômeurs inscrits a reculé à 20'000 en juillet 2011 dans le secondaire (-53,7%) et à 75'000 dans le tertiaire (-31,8%).

Progression des salaires du secteur secondaire supérieure à l'année passée

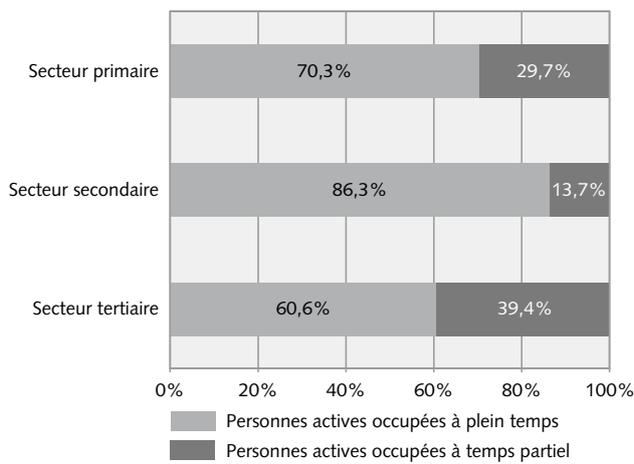
Le secteur tertiaire a connu en moyenne une croissance des salaires nominaux de 1% en 2011, similaire à celle de 2010 (0,9%) mais nettement inférieure à celles de 2009 (+2,0%) et 2008 (+2,1%). Les branches qui ont le plus fortement influencé la progression des salaires en 2011, avec des taux de progression à plus de 2%, sont celles de l'activité informatique et des services d'information (2,5%) et de l'assurance (2,3%). A l'autre bout de l'échelle, les branches de l'administration publique et celle de l'hébergement et restauration affichent les taux de progression les plus bas à 0,0%. Le secteur secondaire affiche un taux de croissance des salaires nominaux à 1% supérieur à celui de l'année précédente (0,5% en 2010). La branche de la chimie et pharmacie enregistre une progression nominale de 1,4% contre 1,0% en 2010 et celle de la fabrication des machines et équipements de 1,1% contre 0,0%.

2006–2011: Evolution dans les différents secteurs économiques

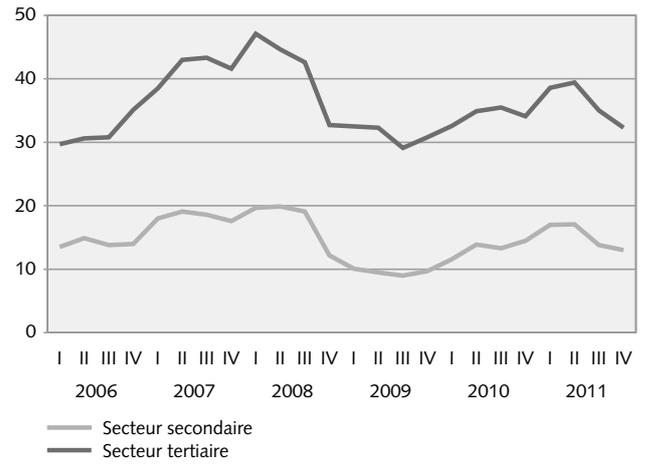
Variation des actifs occupés dans les secteurs secondaire et tertiaire par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 2006–2011



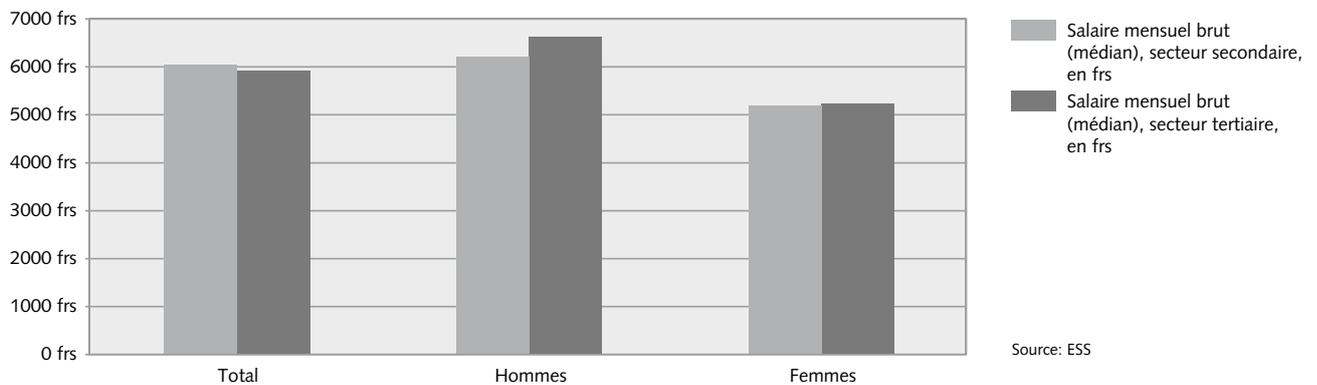
Personnes actives occupées à plein temps et à temps partiel selon le secteur économique, en pour cent, 2^e trimestre 2011



Places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire, en milliers, 2006–2011



Salaires mensuel brut standardisé (médiane) selon le secteur économique et le sexe, secteurs privé et public, 2010



2006–2011: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Au niveau suisse, le taux de chômage au sens du BIT a légèrement fléchi au cours des cinq dernières années. Ce recul ne s'est pas produit dans toutes les grandes régions: la Région lémanique et le Tessin ont enregistré une légère hausse. La répartition des actifs occupés entre les trois secteurs économiques fait aussi ressortir des différences régionales. Dans la région de Zurich et dans la Région lémanique, la part des actifs occupés dans le tertiaire, en particulier, est ainsi supérieure à la moyenne. L'industrie et l'agriculture sont par contre bien représentées en Suisse orientale.

Hausse du taux de chômage au sens du BIT dans la Région lémanique et au Tessin

Entre le premier trimestre 2006 et le troisième trimestre 2008, le taux de chômage au sens du BIT a fléchi de 4,5 à 3,3%. Ce recul a été observé dans toutes les grandes régions, la Suisse centrale affichant la plus forte baisse (de 2,9 à 2,0%) et le Tessin la plus faible (de 6,3 à 4,9%). Avec la détérioration de la conjoncture, le taux de chômage au sens du BIT est remonté rapidement, atteignant 5,1% au premier trimestre 2010. Cette évolution a à nouveau touché rapidement toutes les grandes régions, les pourcentages de hausse les plus élevés étant relevés en Suisse centrale, où le taux a presque doublé (de 2,0 à 3,9%), et dans la Région lémanique (de 4,5 à 8,2%: +81,1%). Les taux ont ensuite connu une nouvelle baisse.

Au cours des cinq années considérées (du 2^e trimestre 2006 au 2^e trimestre 2011), le taux de chômage au sens du BIT a diminué de 4,1 à 3,6% à l'échelle de toute la Suisse. Le Tessin et la Région lémanique ont cependant enregistré de légères hausses, leurs taux passant respectivement de 5,6 à 6,0% et de 5,3 à 5,6%. Les cinq autres grandes régions ont connu une baisse du taux de chômage sur l'ensemble des cinq années.

Le secteur tertiaire en force à Zurich et dans la Région lémanique

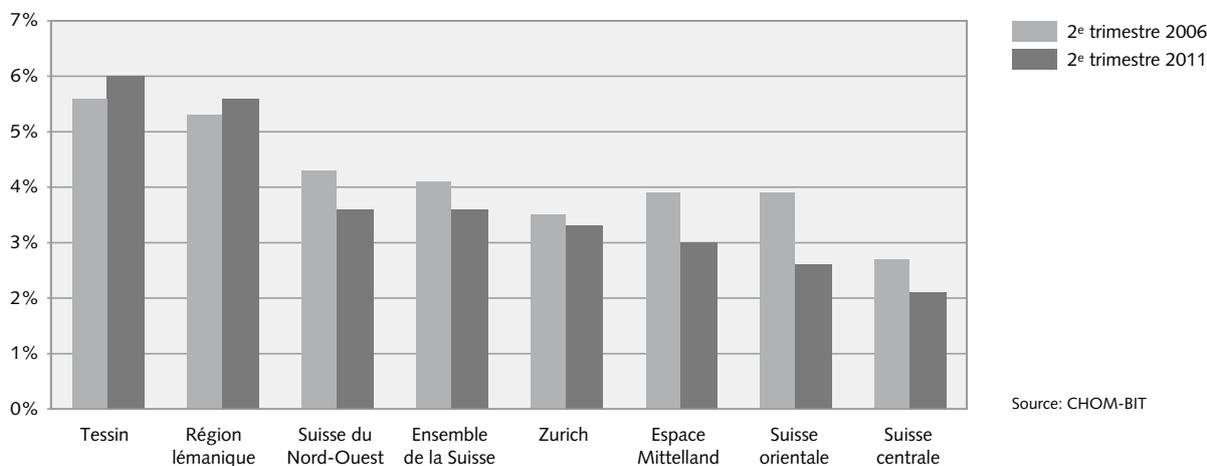
Même si le secteur tertiaire continue de gagner du terrain – au deuxième trimestre 2011, 74,0% des actifs occupés travaillaient dans ce secteur – son importance varie d'une grande région à l'autre. Le tertiaire revêt le plus d'importance dans la région de Zurich et dans la Région lémanique, qui comptent respectivement 82,5 et 80,2% des actifs occupés dans ce secteur. Il joue un rôle un peu moins grand en Suisse orientale (65,1%), où le secteur secondaire est en revanche bien représenté avec 29,5%. La part de l'industrie est sensiblement plus faible à Zurich (15,3%) et dans la Région lémanique (16,9%), où les services occupent une place importante. Quant au secteur primaire, il est le plus fortement représenté en Suisse orientale et en Suisse centrale (5,4%).

La région zurichoise offre les salaires les plus élevés

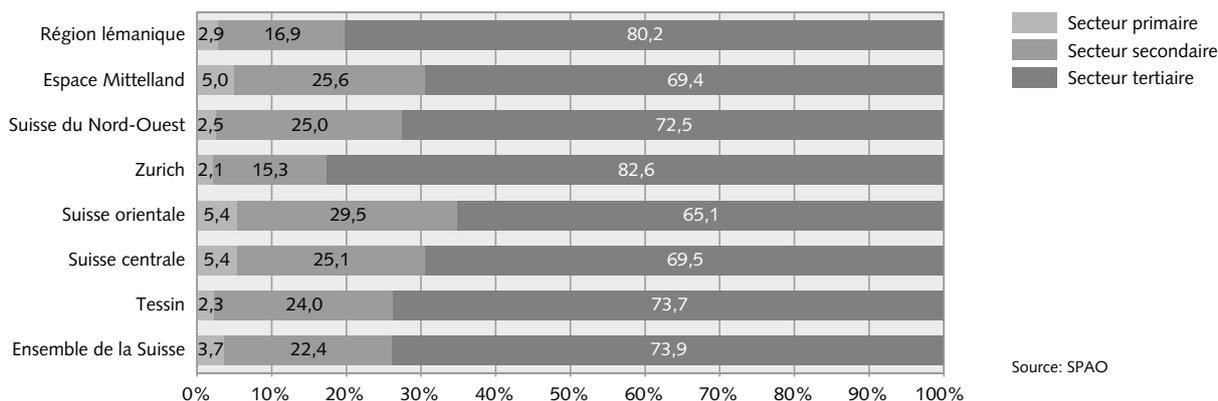
La situation salariale en 2010 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5076 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 20,1% de moins que les salariés de la région de Zurich (6349 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions (20,1% en 2010) s'est réduit de deux points par rapport à l'an 2000. Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait entre ces deux extrêmes: 6220 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 6083 francs dans la Région lémanique, 5932 francs en Suisse centrale, 5890 francs dans l'Espace Mittelland et 5568 francs en Suisse orientale.

2006–2011: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

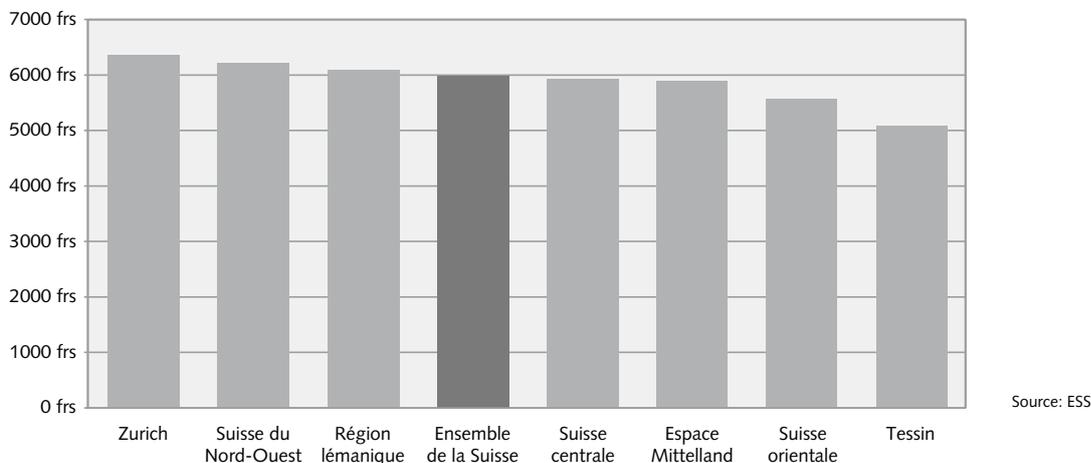
Taux de chômeurs au sens du BIT par grande région, en pour cent, 2^e trimestre 2006 et 2011



Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, 2^e trimestre 2011



Salaire mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2010



Situation sur le marché du travail au 1^{er} trimestre 2012 et perspectives à court terme

Si le développement économique s'est quelque peu ralenti au cours de l'année 2011, les indicateurs du marché du travail ne reflètent encore que peu cette évolution au début de l'année 2012. En rythme annuel, le nombre des emplois et des personnes actives occupées s'est accru et le taux de chômage a reculé. L'indice des perspectives d'emploi pour le 1^{er} trimestre 2012 a légèrement augmenté par rapport aux six derniers mois de 2011.

Hausse du nombre des emplois et des personnes actives occupées

Au 1^{er} trimestre 2012, le nombre des actifs occupés a progressé de 92'000 ou de 2,0% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus forte d'un point environ chez les femmes (2,5% contre 1,6% chez les hommes). Le nombre des actifs occupés étrangers a augmenté nettement plus que celui des actifs occupés suisses (+4,9% contre +0,9%). Cette progression concerne notamment les groupes des titulaires d'une autorisation de séjour (+7,3%) et des frontaliers (+6,8%).

A l'instar du nombre de personnes actives occupées, celui des emplois s'est accru ces douze derniers mois, de 1,3% pour s'établir à 4,049 millions. La hausse a été de même ampleur dans les secteurs secondaire (+1,4%) et tertiaire (+1,3%). Si l'on considère les grandes régions, le nombre des emplois a augmenté le plus nettement dans l'Espace Mittelland (+2,2%) et dans la grande région de Zurich (+1,8%) et le plus faiblement dans la Région lémanique et la Suisse du Nord-Ouest (+0,7% dans chacune des deux grandes régions).

Légère diminution du nombre de chômeurs

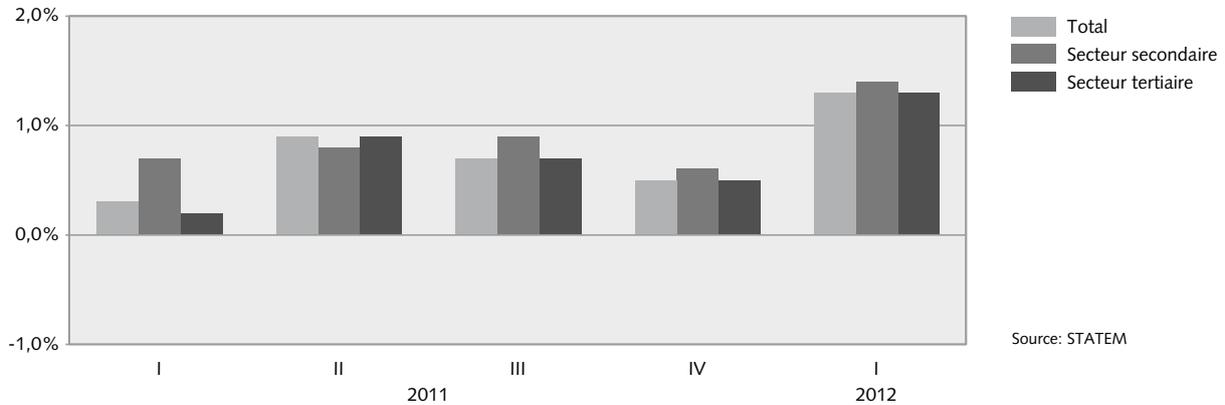
Le taux de chômage selon le SECO se situait à 2,9% en mars 2012, soit un taux inférieur de 0,2 point de pour cent à celui de mars 2011. Il représente en chiffres absolus quelque 126'000 personnes enregistrées en mars 2012 comme chômeurs dans un office régional de placement et une baisse de 8500 personnes par rapport à 12 mois auparavant. Le nombre de chômeurs enregistrés a aussi un peu diminué par rapport au mois précédent, plus précisément de 1200 (valeur désaisonnalisée). Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi baissé entre mars 2011 (63'000) et mars 2012 (55'000), un recul qui se chiffre à 8400 personnes.

Les entreprises se montrent assez optimistes

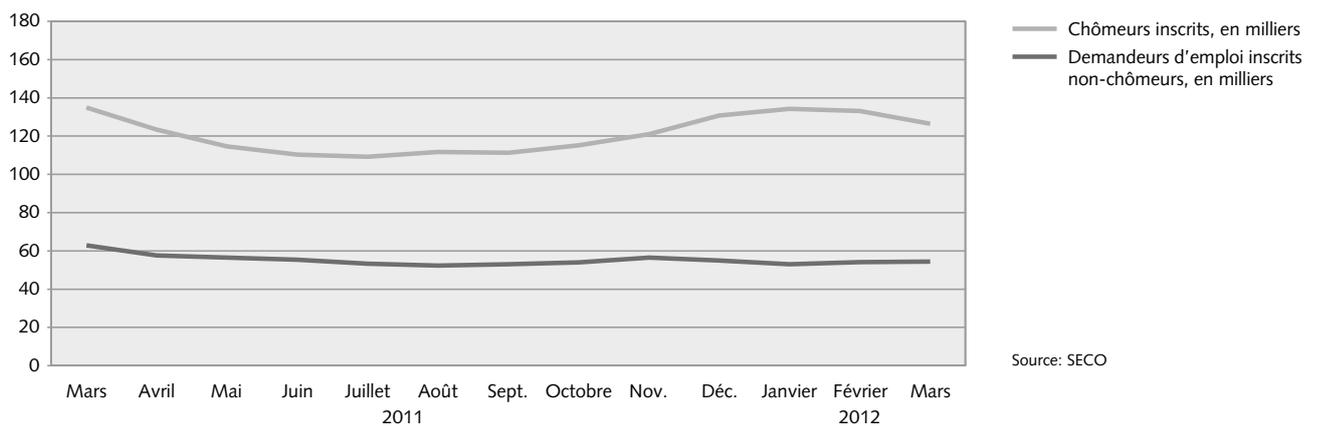
Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises laissent entrevoir une amélioration modérée de la situation de l'emploi: le nombre de places vacantes a certes diminué de 4800 unités en l'espace d'un an pour se situer à 49'000 (chiffres désaisonnalisés) au 1^{er} trimestre 2012. Mais ce chiffre traduit une très légère hausse de 900 unités par rapport au 4^e trimestre 2011, où le nombre de places vacantes atteignait 48'000. L'indicateur des perspectives d'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, donne une image analogue. Son niveau était de 1,04 point au 1^{er} trimestre 2012, contre 1,06 point au 1^{er} trimestre 2011. Cet indice avait cependant reculé à son niveau le plus bas de l'année (1,03 point) aux 3^e et 4^e trimestre 2011, ce qui fait que l'on peut estimer qu'il a connu une évolution positive au début de 2012 avec un niveau de 1,04.

Situation sur le marché du travail au 1^{er} trimestre 2012 et perspectives à court terme

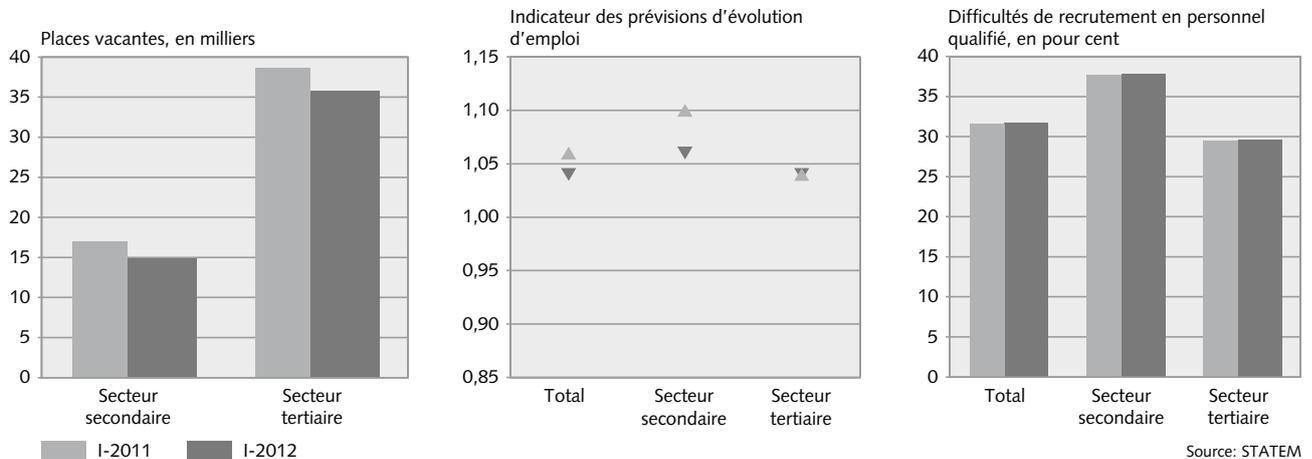
Variation du nombre d'emplois dans les établissements, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, mars 2011 – mars 2012



Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2011 – mars 2012



Places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, mars 2011 et mars 2012



Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité des femmes et la part d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est inférieur de moitié au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires, exprimés en euros, figurent parmi les plus élevés, mais sont plus bas si on les convertit en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix. Même si les indicateurs des pays scandinaves se différencient toujours de ceux des pays du Sud et de l'Est de l'UE, les écarts entre ces trois groupes de pays se sont en partie réduits.

Taux d'activité et durée du travail élevés en Suisse

Au deuxième trimestre 2011, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 67,9% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (82,3%) et la Norvège (71,6%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 61,1%; Allemagne: 60,1%; France: 56,4%; Italie: 48,3%). L'Italie, Malte (50,8%) et la Hongrie (50,9%) présentent les taux les plus faibles d'Europe. L'écart avec l'Islande dépasse 30 points. La moyenne de l'UE se situe à 57,5%.

Les Suisses travaillent 41,7 heures par semaine (durée normale de travail des salariés à plein temps); ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (43,8 heures), le Royaume-Uni (42,2 heures) et l'Autriche (41,8 heures). La durée hebdomadaire du travail est nettement inférieure à la moyenne européenne de 40,4 heures en Norvège et en Irlande (38,5 heures dans les deux cas) et au Danemark (37,8 heures).

Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie d'un pays à l'autre. A Malte (34,8%), en Italie (38,4%), en Grèce (43,7%) et en Hongrie (44,0%), par exemple, moins de la moitié des femmes de 15 ans et plus sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux d'activité les plus élevés (Islande: 79,7%; Norvège: 69,0%; Suède: 60,6%; Danemark: 59,8%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (50,7%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 60,7%.

La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 33,5% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 57,4%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (49,1%; femmes: 76,6%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,5%; femmes: 2,7%) et en Slovaquie (4,2%; femmes: 6,0%).

Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

Entre le deuxième trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2011, le taux de chômage moyen au sens du BIT a légèrement fléchi dans l'Union européenne (-0,2 point à 9,3%). En Suisse, dont le taux de chômage s'est fixé à 3,6% au deuxième trimestre 2011 (-0,7 point par rapport au 2^e trimestre 2010), la crise économique a eu nettement moins de répercussions sur le

chômage que dans les autres pays européens. Seule la Norvège affiche un taux encore plus faible (3,5%; -0,3 point). L'Espagne reste le pays d'Europe avec le taux de chômage le plus élevé (20,9%; +0,8 point), suivie de la Grèce (16,4%; +4,5 points).

Les salaires en comparaison internationale

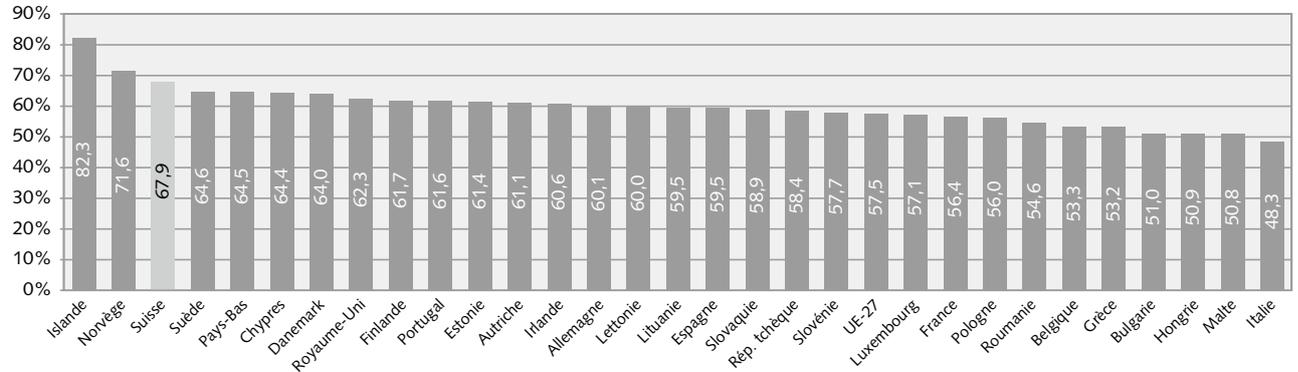
La comparaison du niveau des salaires annuels bruts moyens des travailleurs à plein temps occupés par les entreprises de 10 employés ou plus dans l'industrie et les services marchands au sein de l'UE/AELE met en évidence l'écart salarial existant d'une part parmi les pays de l'UE-15/AELE, d'autre part entre ces derniers et les nouveaux pays membres. A l'intérieur de l'UE-15, un décalage s'observe toujours entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2010, les salaires les plus élevés étaient enregistrés au Danemark (58'840 euros), en Norvège (51'343 euros en 2009), au Luxembourg (49'316 euros) et aux Pays-Bas (45'215 euros), les salaires les plus bas en Italie (27'419 euros en 2009), en Espagne (26'316 euros en 2009) et au Portugal (17'352 euros). L'écart salarial augmente encore lorsque l'on considère les nouveaux pays membres: la Roumanie et la Bulgarie, derniers pays devenus membres de l'UE (janvier 2007), affichaient en 2010 des salaires bruts moyens respectivement de 5'891 et 4'396 euros. Avec un salaire annuel de 56'509 euros la Suisse figure en deuxième position derrière le Danemark.

Les salaires peuvent également être convertis dans une devise commune appelée pouvoir d'achat standard (PAS). Cette devise fictive annule l'effet des différences de niveau des prix entre les pays, permettant ainsi de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat. Lorsque les salaires annuels bruts sont exprimés en PAS, la position des pays dans le classement peut changer, en particulier celle des pays où les salaires sont les plus élevés. C'est ainsi que, dans le classement établi à partir des salaires exprimés en PAS, le Danemark perd la première position tandis que la Suisse n'occupe plus que la sixième position.

La prise en compte du pouvoir d'achat des salaires nous amène également à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays en 2010. En effet, si dans la comparaison des salaires en euros, le plus haut (Danemark) est 13.4 fois supérieur au plus bas (Bulgarie), dans la comparaison en PAS, le salaire le plus élevé (Pays-Bas) représente 4.9 fois le salaire payé en Bulgarie.

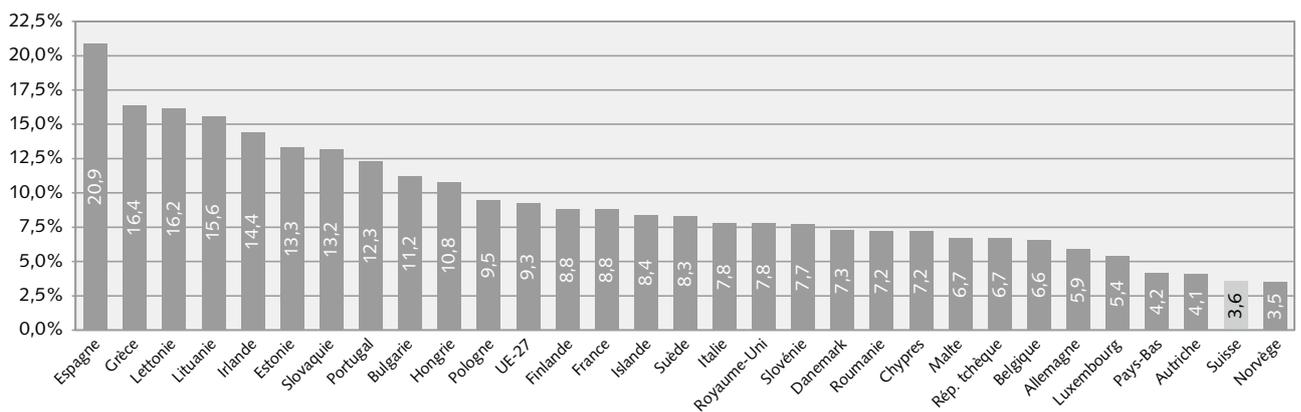
Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2^e trimestre 2011



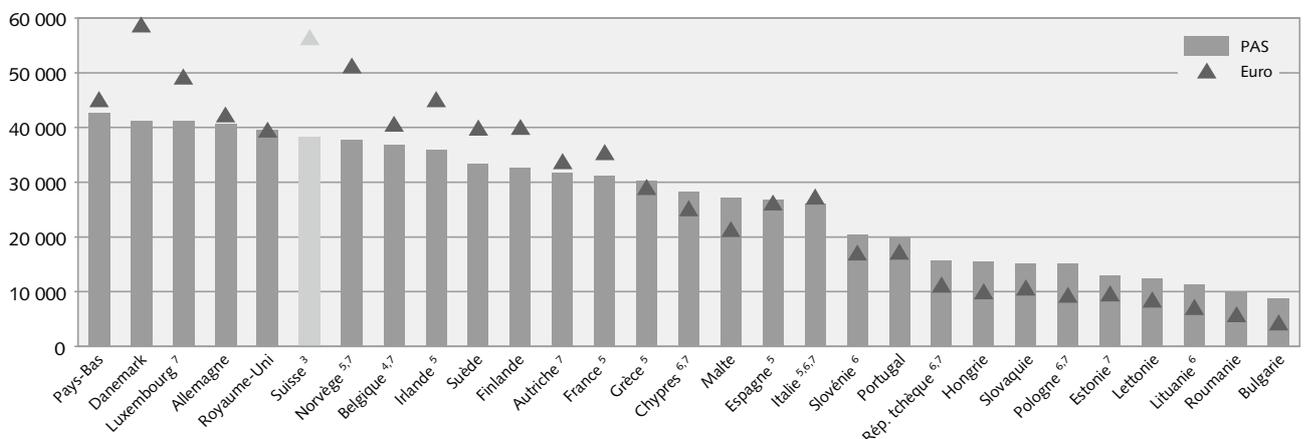
Sources: ESPA, EUROSTAT (état: avril 2012)

Taux de chômage au sens du BIT des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2^e trimestre 2011



Sources: ESPA, EUROSTAT (état: mai 2012)

Salaire brut annuel moyen des salariés à plein temps (entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands¹), en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, en PAS² et en Euro, 2010



¹ Sections B à N de la NACE Rév.2 ² Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays

³ Médiane ⁴ 2008 ⁵ 2009 ⁶ Equivalents plein temps ⁷ Toutes les entreprises

Sources: ESS, EUROSTAT (état: mai 2012)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

